

Le 2 juillet 2011, 160 militants ouvriers et élus ont lancé un appel pour aider à organiser la résistance contre la dictature de la troïka, contre la dictature des déficits.

Une première conférence réunie le 26 novembre 2011 regroupant 413 militants représentatifs des différents courants du mouvement ouvrier déclarait :

- *« Pour aider à la résistance et préparer les combats inévitables à venir, les organisateurs appellent tous les travailleurs à se rassembler au-delà de la diversité de leurs engagements.*
- *Il revient au mouvement ouvrier de refuser le rôle que lui assignent les institutions internationales (FMI, BCE, ...) et les gouvernements.*
- *Il revient au mouvement ouvrier d'organiser la résistance pour défendre les intérêts des travailleurs, mais aussi les conquêtes démocratiques et les acquis de la civilisation.*
- *Il revient au mouvement ouvrier de s'unir au-delà des divergences compréhensibles pour refuser les diktats de l'Union européenne. Sur ces bases, et face à la soumission des partis politiques liés à l'Union européenne, il revient aux travailleurs et aux militants qui partagent ces objectifs de se regrouper. »*

Le 1^{er} décembre 2012, à l'occasion d'une nouvelle conférence, 500 militants décidaient de constituer un « *Comité de liaison national pour l'unité et la résistance* ».

Le 30 novembre 2013, face à la volonté du gouvernement et du patronat d'associer les organisations syndicales à la mise en œuvre de leur politique, les militants réunis pour la troisième fois en conférence nationale concluaient :

« La confusion, l'alliance des contraires, conduit à l'échec. A ceux qui nous opposent un prétendu « intérêt général », nous réaffirmons qu'en démocratie, la classe ouvrière a le droit de défendre ses intérêts particuliers, notamment au travers de ses statuts, conventions collectives et Code du travail.

A des degrés divers, ce débat traverse toutes les organisations.

Pour aider à constituer l'indispensable axe de résistance face à ceux qui ont choisi d'accompagner les contre réformes, alors que de plus en plus mûrit cette conscience que c'est ensemble en préservant l'indépendance des organisations, dans l'unité contre le gouvernement, contre les patrons, par la grève, en bloquant la production, qu'il sera possible de les faire reculer.

Comme le montrent les nombreux conflits dans toute la France, la volonté de combat de la classe ouvrière est flagrante. La conférence appelle tous les militants, pour aider ce mouvement, à discuter, à sceller des accords sur des bases claires et conformes aux intérêts des travailleurs, à mettre en avant les ripostes ouvrières. »

Depuis, le gouvernement et le patronat, pressés par l'Union européenne, multiplient les contre réformes qui mettent en cause toutes nos conquêtes et qui visent à « *sortir de 1945* », comme le demandait en 2007, Denis Kessler, le représentant des assurances privées.

Avec le « *pacte de responsabilité* », le gouvernement s'attaque une nouvelle fois à notre protection sociale.

Face à sa tentative d'associer les organisations syndicales avec le patronat, dans un pacte fondé sur l'idéologie du « *bien commun* », les confédérations syndicales CGT, CGT-FO, la FSU et Solidaires ont répondu en appelant à la grève et à des manifestations le 18 mars.

Mais déjà, sur injonction de la commission européenne qui a mis la France sous surveillance, le gouvernement prépare un nouveau plan de réduction des dépenses publiques.

Dans ces conditions, il faut plus que jamais renforcer l'axe de la résistance fondé sur l'indépendance des organisations syndicales.

C'est pourquoi, le « *Comité national de liaison pour l'unité et la résistance* » **propose une nouvelle conférence le 14 juin prochain à Paris** et invite à préparer cette nouvelle rencontre en multipliant les réunions de militantes et de militants pour et dans le respect de nos engagements respectifs discuter des moyens à mettre en œuvre pour mettre en échec cette politique et assurer le succès de cette conférence.

4 avril 2014